United Nations | Department of Economic and Social Affairs

UNOSD

UNCRD

Forum International des Maires, Dakar

Dakar, Sénégal

13-16 décembre 2022

Note conceptuelle et agenda

1. Contexte

Les villes sont intrinsèquement et étroitement liées avec les problématiques du développement durable. Mondialement, c'est plus de 50 pour cent de la population qui vit en zone urbaine. En 2050, il est prévu que cette part soit de 68 pour cent sur la population totale[1]. Alors que le monde continue de s'urbaniser, la réalisation de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable dépend de manière grandissante de la réussite de la gestion de cette croissance urbaine, en particulier dans les pays les moins avancés et les pays à revenus moyen, où la croissance urbaine sera la plus conséquente entre aujourd'hui et 2050. Ce taux rapide d'urbanisation pose des défis conséquents au progrès économique et social, en particulier concernant le besoin d'investissement continus dans l'infrastructure urbaine et dans les divers services locaux comme : la mise à disposition de logements corrects et à un cout abordable, l'éducation, les soins, la disponibilité d'emplois décents ainsi qu'un environnement sans danger, tout en prêtant une attention particulière aux besoins des pauvres et d'autres groupes en situation de vulnérabilité en zone urbaine. Aujourd'hui, près d'un milliard de personnes en situation de pauvreté en zone urbaine vivent dans des établissements informels, alors même que les conflits contribuent à la pression sur les villes et que 50 pour cent des réfugiés et des déplacés interne internement vivent en zone urbaine. Des politiques intégrées sont donc nécessaires pour améliorer les vies à la fois des habitants urbains et ruraux. En outre, cette urbanisation rapide accentue l'urgence d'assurer des habitudes de consommation et de production durables, tout en protégeant et préservant l'environnement. Comprendre et planifier les futures évolutions urbaines est donc crucial dans la réalisation des Objectifs pour le Développement Durables (ODD).

Les villes sont des incubateurs pour la production de connaissances, l'innovation scientifique, la productivité ainsi que pour les sociétés. Elles sont aussi innovatrices dans leur gouvernance et leur réponse aux chocs, dans leur manière de fournir des biens publics et des services, et elles favorisent des communités vibrantes d'art et de culture. Les villes jouent également un rôle majeur dans le développement économique de leur pays, contribuant jusqu'à 80 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB)[2] . Cependant, les bons côtés de la tendance actuelle à l'urbanisation sont également souvent accompagnés par des défis sociaux et environnementaux conséquents : un manque d'accès à des terrains urbains ou à des options de logements corrects à un cout abordable, des infrastructures urbaines et des services de base nécessaires pour un nombre croissant d'habitants qui souffrent de leur côté d'inégalités et d'exclusion, du chômage, d'insécurité alimentaire et de pauvreté extrême. Ces

[1] United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2019). World Urbanization Prospects 2018: Highlights (ST/ESA/SER.A/421).

[2] https://www.worldbank.org/en/topic/urbandevelopment/overview

observations sont particulièrement vraies dans les pays en développement, où se déroulera 95% de l'expansion urbaine des prochaines décennies. C'est alors une source d'inquiétude majeure de savoir que les villes et aires urbaines des pays en développement accueillent déjà la grande majorité des 833 millions de personnes vivant dans des bidonvilles, un nombre en constante et rapide augmentation. Dans de nombreux cas, l'urbanisation se déroule en outre de manière informelle, par une expansion urbaine non contrôlée et une médiocre gestion/planification de l'usage des terres. La non-régulation de cette croissance participe activement à l'extension urbaine sauvage, à la pollution et la dégradation environnementale. Au-delà des lacunes quant à des installations sanitaires correctes, dont les systèmes d'écoulement des eaux, les systèmes de collecte des eaux usées et des déchets et l'accès à de l'eau potable, les établissements informels sont également particulièrement vulnérables aux risques tels que les inondations et les glissements de terrain.

Les habitudes et schémas de consommation et de production non-durables ont majoritairement lieu dans les villes, qui sont également les contributrices principales du changement climatique et de la dégradation environnementale. Alors qu'elles logent plus de la moitié de la population mondiale sur seulement un tiers de la surface habitable de la Terre, les villes du monde sont responsables de 60 à 80 pour cent de la consommation d'énergie globale et génèrent 75 pour cent des émissions de gaz à effets de serre du secteur énergétique. L'urbanisation rapide exacerbe cet impact négatif des villes et rajoute une pression sur les ressources en eau fraiche, les quantités d'eaux usées, l'environnement de vie et la santé publique. Des chiffres de 2016 montraient que la pollution de l'air affectait 90 pour cent des habitants des villes, causant 4,2 millions de morts.

Les villes et quartiers urbains sont au cœur des principaux cadres d'actions mondiaux, en commençant par le Cadre d'Action de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe 2015-2030, adopté en mars 2015. Ce dernier appelle à un soutien à la coopération et à un apprentissage réciproque sur la réduction des risques de catastrophes au sein des gouvernements locaux. Quatre mois plus tard, à la mi-juillet 2015, le Programme d'Action d'Addis Abeba propose un nouveau cadre d'action global qui alignerait tous flux financiers et politiques publiques avec les priorités économiques, sociales et environnementales. Il guide l'ensemble des accords sur le financement du développement durable, y compris l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et les Objectifs pour le Développement Durable adoptés en septembre 2015, dont l'Objectif 11 vise en particulier à rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sans dangers, résilients et durables. Alors que l'Accord de Paris sur le Climat adopté en décembre de la même année se concentre principalement sur les gouvernements nationaux, l'Accord est cependant étroitement lié avec les villes. Elles deviennent rapidement et de manière conséquente davantage affectées par le changement climatique et nécessiteront des investissements dans des actions climatiques, dans le cadre notamment des mesures d'adaptation. Le Nouvel agenda Urbain adopté à la Conférence pour le Logement et le Développement Urbain Durable (Habitat III) à Quito, en Equateur, le 20 octobre 2016, a insisté encore davantage sur le rôle des villes dans la réalisation des ODD, allant bien plus loin que l'Objectif 11. En réalité, c'est aujourd'hui un fait connu et reconnu qu'environ 70 pour cent des 169 cibles des ODD ne pourront être réalisées que par un engagement actif et substantiel des acteurs locaux, en particulier ceux dans les zones urbaines – d'où la nécessité de localiser les ODD – où les gouvernements et acteurs locaux jouent un rôle essentiel dans l'adaptation et l'implémentation des cibles des ODD dans les villes et établissements humains.

Au-delà de la triple crise planétaire à laquelle l'humanité fait actuellement face, c'est-à-dire le changement climatique, la pollution et la perte de la biodiversité, la pandémie de la COVID-19 a apporté au monde des défis supplémentaires sans précédent. Elle a exposé et exacerbé les inégalités existantes, les faiblesses des systèmes de prestation des services publics ainsi que les manques de cohérence et de coordination politiques à différents niveaux/organes des gouvernements. Les femmes, la jeunesse et d'autres groupes vulnérables ont été parmi les plus affectés de la pandémie. Les résidents urbains ont également vécu des inégalités croissantes et un sentiment d'exclusion sociale, le chômage, l'insécurité alimentaire et la pauvreté extrême – une situation que la pandémie de COVID-19 a non seulement révélé mais également aggravé à la fois dans les nations développées et

celles en développement. Ces évolutions ont été accentuées par un coût de la vie croissant, alimenté par des pressions inflationnistes grandissantes et la guerre en Ukraine.

Les autorités locales ont également été particulièrement affectées par la crise de la COVID-19 puisque les villes et agglomérations urbaines étaient parmi les plus touchés dès les débuts de la crise. Il a en effet été estimé que 90 pour cent de l'ensemble des cas de COVID-19 recensés durant la première vague de la pandémie ont été identifiés dans des aires urbaines, où l'ensemble des secteurs a été grandement impacté. Les gouvernements locaux jouent un rôle crucial en fournissant un accès à des services essentiels en temps normaux et en assurant que cette prestation de services publics reste non-interrompue en période difficile. Etant donné leur proximité avec les communités concernées et leur connaissance de la réalité du terrain, ils sont également des intervenants de première ligne particulièrement efficaces dans la gestion de crises et dans la relance qui suit ces mêmes crises. De manière contradictoire, les autorités locales ont trop souvent des moyens financiers et ressources humaines limités afin d'exécuter ces actions.

Au-delà du défi de rendre aux habitants leur vie normales, les gouvernements locaux qui peinaient déjà souvent avant la crise à maintenir la prestation des services en raison de leurs ressources financières limitées, font également face à des défis additionnels sur plusieurs fronts. Les villes et aires urbaines deviennent par exemple rapidement plus sensibles aux problèmes environnementaux et vulnérables au climat – et aux évènements extrêmes qui y sont liés, eux-mêmes de plus en plus fréquents et graves avec le changement climatique. Selon le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe, 90 pour cent des catastrophes majeures des deux dernières décennies peuvent être reliées au changement climatique. En même temps, les villes sont elles-mêmes des contributrices majeures à la disruption climatique et à la dégradation des terres et de l'environnement, rendant les établissements humains et leurs populations encore plus vulnérables aux problèmes environnementaux et aux évènements extrêmes.

Le Bureau des Nations Unies pour le Développement Durable

Etabli en 2011, le Bureau des Nations Unies pour le Développement Durable (UNOSD pour *United Nations Office for Sustainable Development*) fait partie de la Division pour les Objectifs du Développement Durable du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (DAES). UNOSD contribue à l'apprentissage, l'échange et la facilitation de l'usage des connaissances en soutien au développement durable.

Au cours des dernières années, UNOSD a organisé diverses activités de renforcement des capacités et des évènements en soutien à l'implémentation et au suivi des ODD, par la tenue de réunions préparatoires aux conférences et évènements internationaux tels que le Forum politique de haut niveau pour le développement durable des Nations Unies (FPHN) mais également des formations et réunions de groupes d'experts où les décideurs politiques peuvent apprendre et échanger avec des experts, professionnels, chercheurs, représentants de la société civile, du secteur privé et de divers organisations régionales et internationales, notamment les Nations Unies.

Plus récemment, UNOSD a entrepris une série d'activités à la visée des autorités sous-nationales, dont les maires et les hauts fonctionnaires des villes, qui soutient l'implémentation des ODD au niveau local. Cette série d'activités comprend tout d'abord le premier Forum International des Maires coorganisé par UNOSD et le Bureau des Nations Unies pour le Développement Régional (UNCRD, Nagoya, Japon) qui s'est déroulé à Vientiane, en République Démocratique populaire lao en mars 2017, où près de 70 maires, dirigeants et représentants de gouvernements locaux de partout dans les monde ont partagé les expériences de leurs villes et discuté au sujet des questions clés et des problématiques liées à l'implémentation de l'Objectif pour le Développement Durable n°11 visant à « Rendre les villes et établissements humains inclusifs, saufs, résilients et durables ».

En mai 2018, un second Forum International des Maires s'est déroulé à Lilongwe au Malawi, où le rôle central des villes dans la réalisation de sociétés durables et résilientes et le rôle des gouvernements locaux dans l'implémentation de l'Agenda 2030 et des ODD a été de nouveau souligné.

Au-delà des discussions au sujet de ces multiples défis, le Forum a également été le lieu de partage de nombreuses réussites quant à l'implémentation des ODD au niveau local. La ville d'Incheon en Corée du Sud en est un exemple, la Corée du Sud ayant transitionné d'un pays receveur d'Aide Officielle au Développement (AOD) à un pays donneur et étant passé d'une nation à large prédominance rurale à une nation au taux d'urbanisation particulièrement élevé (plus de 90 pourcent de la Corée du Sud est aujourd'hui urbanisée), et ce sur une période particulièrement courte. Le Forum a également discuté l'importance de poursuivre et de renforcer les efforts de développement des compétences, connaissances, et capacités d'action des maires et des dirigeants des villes quant à l'Objectif 11 en rendant leurs villes inclusives, sécuritaires, résilientes et durables et en suivant également le reste des ODD au niveau local.

En raison de la pandémie de COVID-10, les éditions suivantes du Forum International des Maires ont été organisées en ligne en 2020 et en janvier 2022. Le Forum International des Maires qui aura lieu à Dakar, Sénégal, est donc une opportunité pour UNSD d'avoir des interactions en personne avec ses partenaires et parties prenantes internationaux, tout en donnant accès à un auditoire élargi grâce à des services d'audioconférence et de visioconférence en ligne en temps réel.

2. Co-organisateurs et partenaires

UNOSD organise le Forum International des Maires à Dakar, en partenariat avec le Centre de Développement Régional des Nations Unies (UNCRD). UNOSD collabore également avec le Bureau du Coordinateur Résident, les équipes des pays des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Sénégal . Les autres partenaires locaux et régionaux comprennent l'Association des Maires du Sénégal, les Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), le Ministère des Collectivités territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires et la ville de Dakar au Sénégal.

3. Objectifs et public visé

L'Objectif principal du Forum International des Maires et de donner une plateforme pour le dialogue politique et le partage de connaissances à travers des présentations et discussions portant sur des aspects-clés de l'implémentation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des 17 objectifs de développement durable (ODD) ainsi que sur l'implémentation d'autres cadres d'actions pour le développement décidé au niveau international, tel que l'Accord de Paris.

Dans la lignée du Forum politique de haut niveau pour le développement de 2023, le Forum International des Maires s'efforcera d'encourager les gouvernements locaux et régionaux ainsi que les communautés à partager leurs expériences, leçons apprises et bonnes pratiques, particulièrement au regard aux ODD 6, 7, 9, 11 et 17, qui sont des déclencheurs d'une transformation en profondeur absolument nécessaire pour accélérer le redressement de la pandémie de COVID-19 ainsi que l'implémentation de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable aux niveaux locaux et régionaux.

Les maires et autres dirigeants locaux et régionaux de pays développés, en développement, de pays en situation particulières, en particulier les pays les moins avancés, les pays enclavés en développement, les Petits Etats Insulaires en Développement, et les pays en situation de conflit et de post-conflit avec des économies en transition ; les représentants des agences des Nations Unies, experts internationaux et autres parties prenantes discuteront également les succès et défis, les options quant aux politiques, initiatives et actions entreprises au niveau local et aidant à réaliser les Objectifs pour le Développement Durable, et ce avec une attention particulière sur les ODD 6, 7, 9, 11 et 17, ainsi que les manières dont ces ODD sont inter-liés et liés avec d'autres ODD, et leurs liens et complémentarité avec d'autres accords internationaux déjà adoptés.

Plus précisément, les objectifs du Forum International des Maires sont :

- L'acquisition de connaissances et de compétences pour l'implémentation de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et les ODD – ODD 6, 7, 9, 11 et 17, en particulier au niveau local et régional ;
- L'amélioration de la compréhension des liens entre les ODD 6, 7, 9, 11 et 17 et avec les autres ODD par les participants, ainsi que les liens existants avec d'autres cadres d'action internationaux tels que le Programme d'action d'Addis-Abeba, l'Accord de Paris, le Cadre d'action de Sendai et le Nouvel Agenda Urbain ;
- L'extension du réseau des maires et des autres dirigeants de gouvernements locaux qui œuvrent vers une réalisation des ODD au niveau local.
- Le partage des expériences et des collaborations peer-to-peer entre maires, dirigeants de gouvernements locaux, experts et autres stakeholders engagés dans l'implémentation des ODD 6, 7, 9, 11 et 17, et d'autres ODD liés, au niveau local ;
- L'apprentissage des meilleures pratiques, lacunes et défis dans l'implémentation de l'Agenda 2030 et des ODD dans les villes et autres établissements humains.

4. Structure

Le Forum International des Maires sera structuré autour des ODD 6, 7, 9, 11 et 17 tout en tentant de maintenir un équilibre entre les trois piliers du développement durable, économique, environnemental et social. Quant à l'ODD 11, une attention particulière sera donnée aux cibles 11.1, 11.2, 11.3, 11.5, et 11.6.

Bien qu'il n'y ait pas de cible concernant la gouvernance urbaine et locale comprise dans l'Objectif 11, des aspects importants de la gouvernance sont compris dans la cible 11.3. D'un autre côté, l'Objectif concernant la Gouvernance (Objectif 16) se réfère aux institutions de tous les niveaux, sans s'exprimer davantage sur ce qui pourrait constituer les responsabilités au niveau local et urbain. Le Forum s'efforcera donc de créer une interface entre l'Objectif 11 et l'Objectif 16 et les abordera d'une manière complémentaire. Les 11 principes sur une gouvernance efficace pour le développement durable[3] du Comité d'Experts sur l'Administration Publique (CEPA) permettra de guider et d'informer les discussions à ce sujet.

La cible 11.6 s'attardant sur l'impact environnemental des villes est étroitement liée avec les questions énergétiques (Objectif 7), l'industrie, l'innovation et les infrastructures (Objectif 9), la gestion des déchets (présent en particulier dans l'Objectif 12 – Consommation et production responsable), et avec la cible 11.2 qui s'attarde sur la mobilité durable.

Le Forum s'efforcera également d'explorer l'Objectif 17 sur les moyens d'implémentation et les partenariats globaux, en particulier les cibles 17.1, 17.2, 17.3, 17.6, 17.7, 17.14, 17.16 et 17.17, entre autres – au niveau local.

5. Méthodologie

Le Forum, qui se tiendra dans une forme hybride, i.e., en présentiel et de manière virtuelle à la fois, sera composé de plusieurs modules, chacun couvrant des concepts et thématiques de l'Agenda 2030 et des ODD, en particulier les ODD 6, 7, 9, 11 et 17 au niveau local, et leurs liens avec d'autres ODD et d'autres cadres d'actions pour le développement convenus internationalement tels que l'Accord de Paris, le Programme d'action d'Addis-Abeba, le cadre d'action de Sendai et le Nouvel agenda Urbain. Le Forum verra diverses présentations réalisées par des experts internationaux, scolaires, maires et professionnels suivis de discussions interactives. Une excursion d'une demi-journée est prévue afin de

[3] https://publicadministration.un.org/en/Intergovernmental-Support/Committee-of-Experts-on-Public-Administration/Governance-principles

visiter des projets représentatifs de l'expérience sénégalaise dans l'implémentation de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et ses ODD.

6. Programme et lieu

Le Forum International des Maires se déroulera du 13 au 16 décembre 2022 à Dakar (lieu exact à confirmer), Sénégal.

7. Langue

Le Forum sera tenu en Anglais et Français. Des interprétations simultanées seront fournies dans les deux langues.

8. Inscription

La participation au Forum se fait par invitation seulement. Les autorités locales et autres experts intéressés sont invités à contacter l'un des co-organisateurs aux adresses mentionnées ci-dessous.

La participation au Forum est gratuite mais les participants sont tenus de couvrir leur propre coûts de voyage et dépenses journalières le long du Forum. Cependant, un financement limité couvrant un voyage aller-retour en classe économique, des faux frais de départ et d'arrivée, et une indemnité journalière (*perdiem*) sera fournie par UNOSD et UNCRD aux participants éligibles, maires et hauts fonctionnaires de pays en développement, en accord avec les règles et réglementations des Nations Unies.

9. Contacts pour davantage d'informations

M. Jean D'Aragon, Expert Principal, Développement Durable, UNOSD
Email: daragon@un.org
Tél.: +82 (32) 822 9088

Mme. Nana URAKAMI, Chercheure, UNCRD
Email: nurakami@uncrd.or.jp
Tél: +81-(52)-561-9415

M. JinHyun Lee, Adjoint d'équipe, UNOSD
Email: Jinhyun.lee@un.org
Tél: +82 (32) 822 9088

United Nations | Department of Economic and Social Affairs

UNOSD

UNCRD

Tentative d'Agenda

*Les versions mises à jour ainsi que des informations supplémentaires peuvent être trouvées ici : https://unosd.un.org/events/2022_IMF

Lundi 12 décembre 2022 **Arrivée des participants et pré-inscription – au lieu de l'évènement (à être annoncé) 16h à 19h (à confirmer)**

Jour Un, Mardi 13 décembre 2022	
Horaire	**Activité**
8h30 – 8h55	**Inscription (continue)**
8h55 – 9h00	Appel à débuter le Forum, (Animateur du Forum)
9h00 – 10h00	**Session 1 : Ouverture du Forum**
	Remarques liminaires M. Li Junhua, Sous-Secrétaire-Général aux Affaires Economiques et Sociales de la DAES pour l'ONU – (Vidéo, à confirmer)
	Remarques liminaires (M. Chun Kyoo Park, Chef de Bureau, UNOSD; et M. Kazushige Endo, Directeur, UNCRD)
	Mot de bienvenue (M. Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) au Sénégal
	Allocution spéciale (M. Mamadou Talla, Ministre des Collectivités territoriales, de l'Aménagement et du Développement des territoires, Sénégal) – (à confirmer)
	Allocution spéciale (M. Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général, Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique)) – (à confirmer)
	Ouverture Officielle (Son Honneur M. Barthélémy Dias, Maire de Dakar) – (à confirmer)
	Photo de groupe
10h00 – 10h30	**Collation et réseautage**
10h15 – 10H30	Allocution d'ouverture (Son Honneur M. Serigne Gueye Diop, Maire de Sandiara, Sénégal, Conseiller Spécial du Président du Sénégal sur l'Agriculture et l'Industrie)
10H30 – 10H45	Aperçu du Forum des Maires (à déterminer, Animateur du Forum); et M. Jean D'Aragon, Expert Principal, Développement Durable, UNOSD : Présentation des participants/conférenciers
10H45 – 13H00	**Session 2 : Implémenter les ODD aux niveaux local et régional**
	Implémentation locale et régionale des ODD : Introduction aux Revues Locales Volontaires (RLV) (M. Amson Sibanda, Chef, Branche Stratégies Nationales et Renforcement des Capacités, Division pour les Objectifs pour le Développement Durable, Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (DAES de l'ONU) – (à confirmer)
	Revues Locales Volontaires (RLVs) (continues)
	Expériences nationales/locales/régionales : Développement des RLC en Amérique

	Latine et en Afrique : les expériences de l'Argentine, du Paraguay, de la Gambie, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. - Division pour les Objectifs pour le Développement Durable, DAES de l'ONU – (à confirmer)
	Expériences régionales/locales : Suivi des ODD et outils d'évaluation pour accélérer les actions au niveau local (Mme. Nana Urakami, Chercheuse, UNCRD) Expérience locale d'implémentation des ODD : Shizuoka 2030 hub (à déterminer, Shizuoka City, Japon)
	Discussion et bref compte-rendu par le Rapporteur
13h00 – 14h00	**Pause déjeuner (Salle à être annoncée)**
14h00 – 15h30	**Session 3 : Objectif 6 – Eau propre et assainissement**
	L'eau comme bien public (M. Raymond Saner, Professeur titulaire, Organisation and Management International, Université de Bâle)
	Implémenter l'Objectif 6 dans les Villes (M. Carlos Carrion-Crespo, Spécialiste Sectoriel, Services Publics et Facilités, Département des politiques sectorielles, Organisation Internationale du Travail OIT) – (à confirmer)
	Partenariats de soutien par les pairs entre les facilités d'eau et d'assainissement (Mme. Julie Perkins, Responsable de Programme, *Global Water Operators' Partnerships Alliance*, UN-HABITAT – (à confirmer)
	Expérience nationale/locale : Fournir de l'eau potable et des installations sanitaires dans les villes sénégalaises (à confirmer)
	Discussion et bref compte-rendu par le Rapporteur
15h30 – 16h00	**Collation et réseautage**
16h00 – 17h30	**Session 4 : ODD 7 – Energie propre et d'un coût abordable**
	Permettre une transition juste et inclusive dans la région Arabe (Mme. Radia Sedaoui, Chef de la Section énergétique, *Climate Change and Natural Resource Sustainability Cluster*, Commission économique et sociale en Asie de l'Ouest pour l'ONU– UN ESCWA) – (à confirmer)
	Mobiliser des revenus à travers des taxes liées à l'environnement : l'exemple de l'extraction de combustibles fossiles au Sénégal (Mme. Jacqueline Cottrell, Conseillère politique en fiscalité verte, Collaboratrice Indépendante, *Green Budget Germany*) – (à confirmer)
	Expérience des partenariats avec les communautés locales sur la transition des déchets en énergie en Corée du Sud (à déterminer, Ministère de l'environnement, République de Corée du Sud) – (à confirmer)
	Expérience nationale/locale : l'énergie durable comme partie intégrante du plan de redressement post-COVID-19 du Costa Rica (Mme. Laura Isabel Lizano Ramon, Directrice, Secrétariat pour la planification énergétique, Ministère pour l'environnement et l'énergie, Costa Rica) – (à confirmer)
	Discussion et bref compte-rendu par le Rapporteur
17h30 – 18h00	**Pause : Les participants sont libres jusqu'à 18h00**
18h00 – 20h00	**Réception de bienvenue (Lieu : à être annoncé) – à confirmer**

Jour Deux, mercredi 14 décembre 2022	
Horaire	**Activité**
9h00 – 10h30	**Session 5 : ODD 9 – Infrastructure Durable, Inclusive et Industrialisation Durable, Innovation**
	Comment rendre nos villes, industries et infrastructures plus résilientes aux chocs et aux crises (Mme. Fatima Denton, Directrice de l'Institut UNU pour les ressources naturelles en Afrique)

	Réduction des risques liés à l'eau et Changement climatique dans les villes (M. Kazushige Endo, Directeur, Centre pour le développement régional de l'ONU, Nagoya, Japon)
	Politiques climatiques urbaines et pratiques en Amérique Latine et en Corée (Mme. Hyejung Kim, Experte Changement climatique urbain, Directrice régionale SusIF[4]) – (à confirmer)
	Quatrième Révolution Industrielle (4IR): Piste à suivre pour une réalisation inclusive et durable de l'industrialisation des villes des PMAs (Mme. Lichia Saner-Yiu, Professeur, *Organisation Development & Institutional Learning*, Présidente du Centre pour le Développement Socio-Eco-Nomique – CSEND)
	Discussion et bref compte-rendu par le Rapporteur
10h30 - 11h00	**Collation et réseautage**
11h00 – 12h30	**Session 6 : ODD 11 – Villes et communautés durables**
	Rendre les villes africaines plus inclusives, sans danger, résilientes et durables (M. Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général, Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique))
	Planification intégrée et solutions naturelles pour un développement urbain durable (M. Laszlo Pinter, Professeur, Département des Sciences Environnementales et Politiques, *Central European University* (CEU), Senior Fellow, *International Institute for Sustainable Development* (IISD) – (à confirmer)
	Expérience nationale/locale *:* Profil du secteur du logement au Sénégal (M. Oumar Cissé, Maire de Rufisque, Sénégal) – (à confirmer)
	Expériences Nationales/locales : Amélioration des bidonvilles urbains à travers la planification participative (Mme. Kerstin Sommer, Directrice de programme, *Participatory Slum Upgrading Programme* – PSUP, UN-Habitat) – (à confirmer)
	Discussion et bref compte-rendu par le Rapporteur
12h30 – 13h30	**Pause déjeuner**
13h30 – 15h00	**Session 7 : Défis et solutions pour réduire l'impact environnemental négatif des villes, réduire le risque de catastrophe et améliorer la résilience**
	Réduction des risques des catastrophes liées à l'eau et Changement Climatique (M. Kazushige Endo, Directeur, UNCRD)
	Réduction des risques de catastrophe à travers un développement et une gouvernance tenant compte des risques (M. Samuel Danaa, Expert Associé Renforcement des Capacités, *UN Project Office on Governance*, DPIDG, Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (DAES de l'ONU) – (à confirmer)
	Experience nationale/locale : L'Agriculture urbaine comme moyen d'addresser le problème des déchets solides et des inondations dans les établissements informels à Kampala (M. Shuaib Lwasa, Professeur, fondateur de *l'Urban Action Lab* à *Makerere University*, membre de l'*African Cities Research Consortium's senior management team* – (à confirmer)
	Résilience climatique dans des villes intermédiaires en Amérique Latine (Mme. Jorgelina Hardoy, Présidente, *Instituto Internacional de Medio Ambiente y Desarrollo - America Latina* – IIED - AL) – (à confirmer)
	Discussion et bref compte-rendu par le Rapporteur
15h00 – 15h30	**Collation et réseautage**

[4] Hyejung Kim, Former consultant with the Climate Change Unit in the Division of Sustainable Development and Human Settlements of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC) and the author of "Technologies for adapting to climate change: a case study of Korean cities and implications for Latin American cities", Project Document (LC/TS.2021/54), Santiago, Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), 2021. Available at https://www.cepal.org/sites/default/files/publication/files/46992/S2100001_en.pdf

15h30 – 17h00	**Session 8 : Mobilité Durable**
	Mobilité Durable : Nouvelles approches aux politiques publiques (Mme. Nancy Vandycke, Conseillère économique de la *Transport Global Practice* pour le groupe de la Banque Mondiale ; Fondatrice et directrice, Initiative Mobilité Durable pour Tous *(SuM4All),* Banque Mondiale) – (à confirmer)
	Mobilité Durable
	Mobilité Durable
	Expériences régionale/nationale/locale : Transports durables, résilients, inclusifs et à basse émissions de carbone en Afrique (Mme. Cassilde Muhoza, Chercheuse, Programme pour une Urbanisation Durable, *Stockholm Environment Institute* (SEI) Afrique) – (à confirmer)
	Discussion et bref compte-rendu par le Rapporteur

Jour Trois, jeudi 15 Décembre 2022	
Horaire	**Activité**
9h00 – 12h00	**Excursion** : • Décharge de Mbeubeus – (à confirmer) • Pôle urbain de DIamniadio – (à confirmer)
12h00 – 13h00	**Pause déjeuner**
13h00 –	**Session 9 : Améliorer la gestion des actifs d'infrastructure aux niveaux des gouvernements nationaux et locaux pour une meilleure prestation de services et un développement durable**
13h30 – 13h45	Un outil de diagnostic pour évaluer les besoins en gestion d'actifs des gouvernements locaux (M. Daniel Platz, Chargé principal des affaires économiques, responsable du DCF / Chef d'équipe du bureau de gestion des actifs d'infrastructure des Nations Unies, financement du développement durable, DAES pour l'ONU) – (à confirmer)
13h45 – 14h00	Comment concevoir un plan d'action de gestion des actifs (M. Gustavo Goy Garcia, Spécialiste Infrastructure et Management de Projets, *The United Nations Office for Project Services* – UNOPS) – (à confirmer)
14h00 – 14h15	Expérience nationale/locale : Profil de gestion des actifs et évaluation des besoins dans la ville de Mwanza, Tanzanie (à déterminer/à confirmer)
14h15 – 14h30	Expérience nationale/locale : Plan d'action de gestion des actifs (AMAP), Dhulikhel, Népal (à déterminer/à confirmer)
14h30 – 15h00	Discussion et bref compte-rendu par le Rapporteur
15h00 – 15h15	**Collation et réseautage**
15h15	**Session 10 : Moyens d'implémentation et le Partenariat Global**
15h15 – 15h30	Cadre pour cultiver des partenariats efficaces pour les Objectifs pour le Développement Durable (M. David Horan, Chercheur Postdoctoral à la *School of Politics and International Relation* de l'*University College Dublin*, Membre du *Stakeholder Forum for a Sustainable Future*) – (à confirmer)
15h30 – 16h00	Investissement d'impact dans les villes - Financement innovant pour la mise en œuvre des ODD au niveau local (M. Raymond Saner, Professeur Titulaire,

	Organisation and International Management, Université de Bâle)
16h00 – 16h15	L'Accélérateur de Partenariats - Agenda 2030 (. Darian Stibbe, Directeur Executif, *The Partnering Initiative)* – (à confirmer)
16h15 – 16h30	Partenariats efficaces pour l'Agenda 2030 (M. Rami Ahmad, Envoyé spécial du Groupe de la Banque islamique de développement (BID) pour les objectifs de développement durable) – (à confirmer)
16h30 – 17h00	Discussion et bref compte-rendu par le Rapporteur

Jour Quatre, vendredi, 16 Décembre 2022	
Horaire	**Activité**
09h00 – 10h30	**Session 11 : Gouvernance**
	Bonne gouvernance pour accélérer la mise en œuvre des ODD (Mme. Lichia Saner-Yiu, Professeur, *Organisation Development & Institutional Learning*, Présidente du Centre pour le Développement Socio-Eco-Nomique – CSEND)
	Introduction à l'approche pangouvernementale (M. Kyuchang Ko, Chef du Projet de Bureau sur la Gouvernance, DPIDG, DAES pour l'ONU) – (à confirmer)
	Des villes intelligentes au service d'une société inclusive, durable et résiliente (M. Kazushige Endo, Directeur, UNCRD)
	Expérience nationale/locale : Villes intelligentes en Afrique (Mme. Abiodun Essiet, Directrice, *WeGO Africa Regional Office*, Abuja, Nigeria) – (à confirmer)
	Discussion et court résumé par le Rapporteur
10h30 – 11h00	**Collation et réseautage**
11h00 – 12h30	**Session 12 : Leçons apprises et défis futurs**
	Compte-rendu des différentes sessions du Forum International des Maires (à déterminer, Rapporteurs des sessions)
	La voie à suivre : La Déclaration de Dakar (A déterminer, Animateur du Forum ; et M. Jean D'Aragon, Expert Principal, Développement Durable, UNOSD)
	Session en groupes : Discussions de groupes sur la Déclaration de Dakar (Modérateurs : à déterminer, Animateur du Forum ; et M. Jean D'Aragon, Expert Principal, Développement Durable, UNOSD)
	Discussion – Rapport des groupes sur la Déclaration de Dakar en séance plénière Modérateurs : à déterminer, Animateur du Forum ; et M. Jean D'Aragon, Expert Principal, Développement Durable, UNOSD)
12h30 – 13h00	**Session 13 : Fermeture**
	Allocation de clôture (M. Malal Camara, Directeur Général, Agence de Développement Local *(*ADL*)* – (à confirmer)
	Remarques finales (M. Amson Sibanda, Chef, Branche Stratégies Nationales et Renforcement des Capacités*,* Division pour les Objectifs pour le Développement Durable, DAES de l'ONU – (à confirmer)
	Discours de fin (M. Jean D'Aragon, Expert Principal, Développement Durable, UNOSD)
	Clôture Officielle du Forum (Son Honneur M. Barthélémy Dias, Maire de Dakar) – (à confirmer)